

L'ÉDITO DE CHARLES :

## « L'effondrement du crédit aux USA laisse craindre le pire... ! »



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Comme vous le savez, je ne crois en aucun cas à la robustesse de la reprise américaine qui, selon moi, possède tous les attributs du mirage économique.

D'ailleurs, le mirage économique repose, depuis le début de ce nouveau siècle et de ce nouveau millénaire, sur le crédit.

Le crédit ou l'endettement, comme vous le voulez, voilà ce qui explique l'illusion de croissance jusqu'à la crise des subprimes de 2007.

Tout n'est que dette, argent gratuit et impression de monnaie. C'est une fuite en avant globale que nous vivons pour que la partie de Monopoly, déjà terminée depuis longtemps en raison de l'insolvabilité généralisée des joueurs, puisse durer encore un peu.

Personne ne veut être celui par lequel l'insolvabilité, le défaut de paiement ou la faillite arrive.

Pourtant, sans croissance pas de remboursement de dette.

### Qu'est-ce que la dette ?

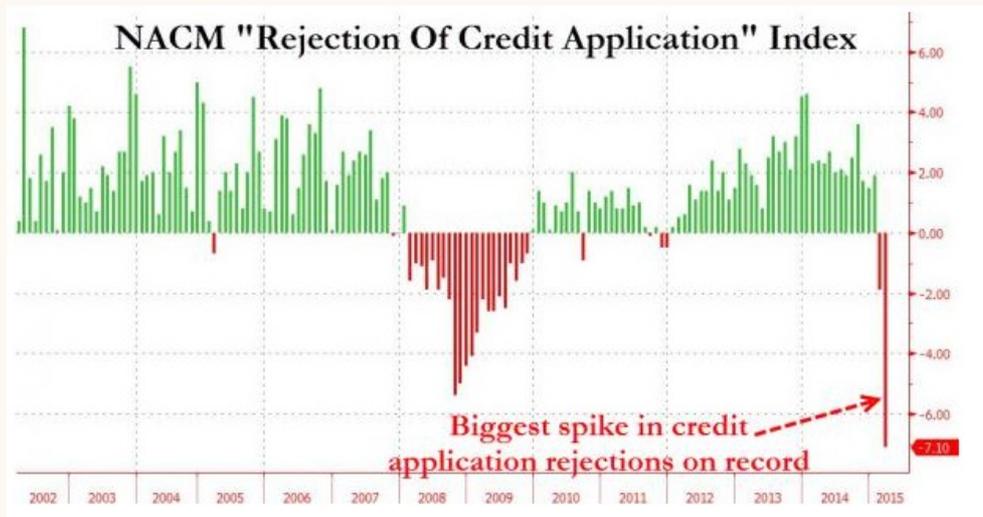
La dette c'est consommer aujourd'hui une quantité de monnaie qui sera remboursée avec les revenus futurs. Pour les ménages, c'est emprunter aujourd'hui et rembourser pendant les 20 prochaines années avec leurs salaires mensuels. Pour un pays, les salaires... c'est la croissance économique !

Imaginez que vous n'avez plus de salaire, aucun, ni vous ni votre conjoint. Comment rembourseriez-vous votre crédit immobilier sur lequel il reste disons... 15 ans ? Eh bien vous ne rembourseriez pas parce que vous n'en auriez pas la possibilité.

C'est ce qu'il se passe pour la Grèce. La Grèce est insolvable. Peu importe l'ampleur des réformes. La France est insolvable. Peu importe que l'on libéralise un peu plus le marché du travail ou que Macron fasse une nouvelle loi. Nous ne paierons pas. Nous ne paierons pas parce que nous ne pourrons pas. C'est la même chose pour le Japon ou encore les États-Unis. Néanmoins, personne ne veut être celui qui sera le premier à tomber et c'est pour cette raison que l'épisode grec n'en finit plus de durer.

### Les Américains ne veulent plus de crédit.

Je vous laisse donc méditer sur ce graphique qui illustre la demande de crédit revolving aux USA au mois de mars... C'est une catastrophe et jamais la baisse n'a été aussi forte. Je vous laisse imaginer si en plus la banque centrale américaine poursuit dans sa logique géniale d'augmentation des taux d'intérêt !!



Or le crédit est le carburant, le sang essentiel de la fausse croissance dont nous entretenons l'illusion depuis le début des années 2000. C'est un très

mauvais signal, un de plus, de la récession américaine à venir, une nouvelle récession alors qu'en réalité nous n'étions jamais vraiment sortis de la crise précédente. Nous vivons la fin d'un modèle. Ce sera long, et douloureux.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

Charles SANNAT

« **À vouloir étouffer les révolutions pacifiques, on rend inévitables les révolutions violentes** » (JFK)

Ceci est un article 'presslib', c'est-à-dire libre de reproduction en tout ou en partie à condition que le présent alinéa soit reproduit à sa suite. Le Contrarien Matin est un quotidien de décryptage sans concession de l'actualité économique édité par la société AuCOFFRE.com. Article écrit par Charles SANNAT, directeur des études économiques. Merci de visiter notre site. Vous pouvez vous abonner gratuitement [www.lecontrarien.com](http://www.lecontrarien.com).

« **L'Assemblée nationale est toujours otage de Thomas THÉVENOUD qui est toujours député. Pensons à elle. Ne l'oublions pas.** »

*(Pour protester pacifiquement et avec humour, n'hésitez pas à reprendre cette formule en bas de tous vos mails, de vos articles ou de vos publications, il n'y a aucun droit d'auteur !!)*



## Syrie : Assad : la France doit cesser de soutenir les terroristes



Assad était interrogé sur France 2. Que retenir de tout cela ? Notre président était prêt à aller faire la guerre tout seul pour plaire à ses grands « amis » les « Zaméricains » qui le lâchèrent en rase campagne suite à une histoire de missiles US lancés sur Damas et dézingués par la technologie russe déployée sur les navires de

guerre qui s'étaient interposés. Bref, Obama fit marche arrière face à la détermination de Poutine.

Du coup, nous avons armé et armé les gentils « zislamistes » – qu'il ne faut pas confondre avec les méchants « zislamistes », bon personne ne sait définir le bon ou le méchant mais ce n'est pas grave, on arme quand même. À force d'armer, eh bien nous avons plus que contribué à rendre plus fort l'État islamique que l'on doit officiellement appeler Daesh... Pourquoi ? Aucune idée...

En clair, nous avons armé les méchants vilains pour faire tomber un méchant dictateur que l'on a trouvé très gentil pendant des décennies (lui et son père) et que l'on recommence à trouver gentil...

Mais quand on expliquait que l'on armait les méchants, on se faisait traiter... de « complotiste ». Fin du débat. Charmante démocratie.

Charles SANNAT



AP Photo/ Remy de la Mauviniere

« **C'est vous qui avez aidé les terroristes (...). Comment peut-on avoir un dialogue avec un pays qui soutient les terroristes ? (...) Que le gouvernement français cesse son appui aux terroristes dans mon pays** », s'est indigné le leader syrien.

Interviewé dans le 20 heures de la chaîne [France 2](http://France2), diffusé lundi soir, le président syrien Bashar el-Assad a démenti utiliser des armes chimiques et a accusé la France de soutenir les terroristes.



© PHOTO. SERVICE DE PRESSE DU PRÉSIDENT SYRIEN

« Dès les premières semaines du conflit, des terroristes se sont infiltrés en Syrie avec l'appui d'États occidentaux et régionaux », a-t-il affirmé alors que le présentateur lui demandait qu'elle était sa responsabilité dans la guerre qui ravage son pays.

« C'est vous qui avez aidé les terroristes (...). Comment peut-on avoir un dialogue avec un pays qui soutient les terroristes? (...) Que le gouvernement français cesse son appui aux terroristes dans mon pays », s'est indigné le leader syrien.

Interrogé sur l'usage d'armes non conventionnelles car non ciblées, notamment des barils explosifs largués par les airs, le président syrien nie fermement. « Nous n'avons jamais entendu parler, au sein de notre armée, d'armes aveugles », affirme Bachar el-Assad. « Nous avons des bombes conventionnelles et des armements classiques. »



© AP PHOTO/ SANA

Le président syrien a en outre démenti l'usage par l'armée de gaz de chlore en mars contre des secteurs rebelles de la province d'Idlib (nord-ouest), après des accusations de l'organisation des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW).

Au cours de l'interview, Bachar el-Assad a en outre indiqué avoir rencontré des membres des services secrets français en Syrie en dépit de la rupture des relations diplomatiques bilatérales.

Lire la suite : <http://fr.sputniknews.com/international/20150421/1015751129.html#ixzz3Xxsk4FZE>



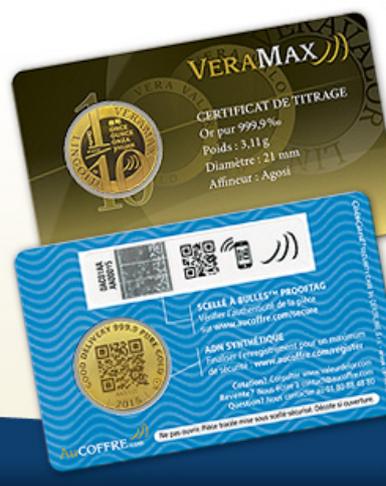
# VERAMAX)))

## Stockez votre épargne or à domicile en toute sécurité

1/10 once d'or pur spécialement conçue pour être stockée chez soi, avec un MAXimum de garanties.

Découvrez tous les avantages de la VeraMax >

AuCOFFRE.com



### Idee & Point de vue : Un défaut grec est-il possible ? Par Jacques Sapir



J'apprécie beaucoup les analyses de Jacques Sapir sur les dossiers russe ou grec. Voici son dernier papier. Je vous souhaite une excellente lecture. Vous aurez en particulier les chiffres des remboursements à venir grecs et les différentes échéances.

Charles SANNAT  
div>

itemprop= »associatedMedia » title= »Drapeau de la Grèce » alt= »Drapeau de la Grèce »  
src= »http://cdn2.img.fr.sputniknews.com/images/101515/00/1015150003.jpg » width= »600″ height= »325″ />

© REUTERS/ Alkis Konstantinidis

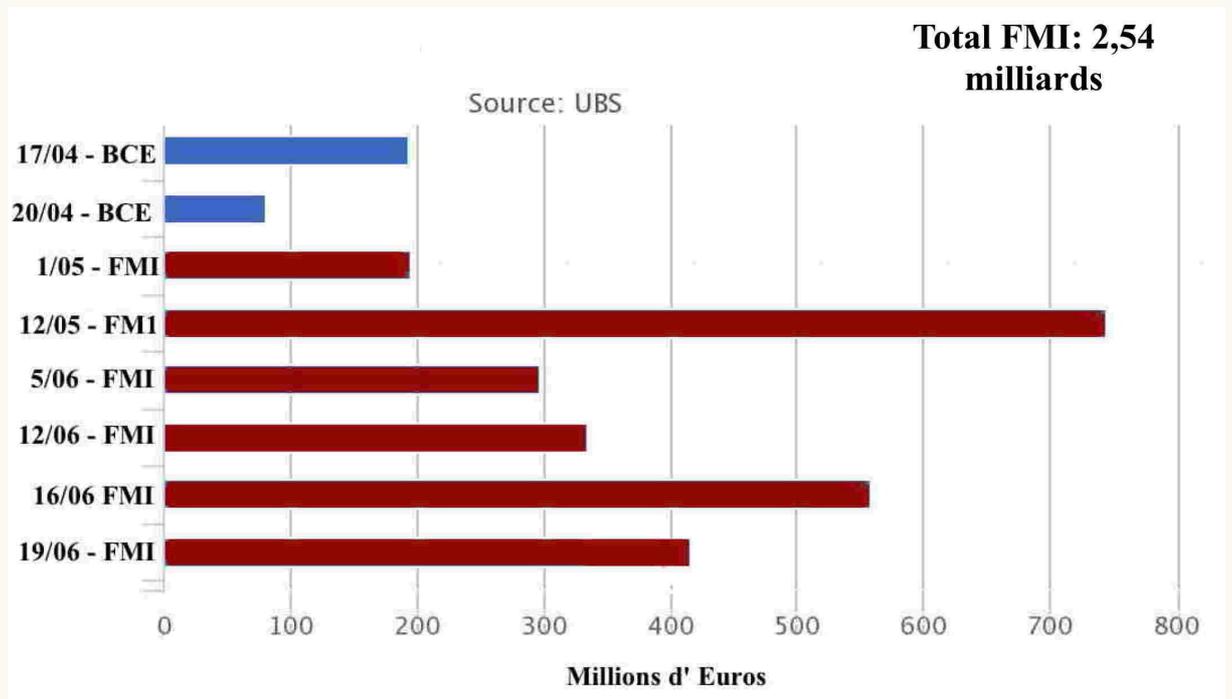
La question d'un possible défaut de la Grèce dans les jours, voire les semaines qui viennent est désormais régulièrement posée. Mais elle se combine aussi avec l'étranglement financier de la Grèce mis en place par l'Union européenne et la BCE afin de faire plier Syriza.

#### La Grèce et les remboursements

La Grèce doit, on le sait, de l'argent au FMI, à la BCE ainsi qu'aux différents fonds d'aides (MES et FESF). Les échéanciers des remboursements jusqu'au 19 juin sont les suivants :

#### Graphique 1

#### Échéanciers des remboursements



© PHOTO

On constate qu'à part de petits remboursements à la BCE, l'essentiel, du moins jusqu'au 19 juin, sera les remboursements aux FMI (2,54 milliards d'euros). Or, le Fond Monétaire International s'est montré bien plus « souple » que la BCE ou de l'Eurogroupe qui supervise les paiements à faire pour le MES et le FESF. Il n'est donc pas exclu que l'on trouve un arrangement sur ces 2,54 milliards d'euros. Mais, un tel arrangement ne saurait être que provisoire. Après le 19 juin, la Grèce devra rembourser, entre le principal et les intérêts, environ 7 milliards d'euros aux diverses institutions européennes entre la fin du mois de juin et le début du mois de juillet. Le gouvernement grec a dit, à de nombreuses reprises, qu'il ne ferait pas ces paiements car ces derniers prélèveraient sur le (petit) excédent fiscal primaire qu'il réalise et qu'il souhaite affecter tant à des mesures de soutien à la population qu'à des mesures de relance de l'activité économique. L'Eurogroupe, pour l'instant, refuse cette solution et refuse même de négocier sur la dette, et cherche à imposer des réformes qui, outre qu'elles sont inutiles (1), sont refusées par le gouvernement grec. Nous sommes donc dans une impasse. Il s'en déduit qu'un défaut de la Grèce peut survenir dans les semaines qui viennent, mais surviendra de toute manière entre la fin juin et le début du mois de juillet. Sauf si, d'un côté ou de l'autre, un changement de position survient.



© REUTERS/ ALKIS KONSTANTINIDIS

### Une crise de liquidité

Pour chercher à faire céder la Grèce, et imposer une politique dont les électeurs grecs clairement ne veulent pas comme ils l'ont montrés lors des élections du 25 janvier, l'Eurogroupe institue un rationnement dans l'offre de liquidité à l'économie grecque. La Banque Centrale Européenne a « déconseillé » aux banques grecques d'acheter des bons du Trésor, elle a exclu de fait la Grèce du mécanisme d'aide d'urgence à la liquidité (ou ELA), et relève très lentement le plafond de ses offres de liquidités. Un auteur de la revue américaine *Foreign Policy*, qui ne peut être considérée comme d'extrême-gauche, va jusqu'à parler des « dirty tricks », soit des « sales magouilles », de la Commission de Bruxelles vis à vis de la Grèce (2). Cette situation, couplée avec les retraits des banques grecques et les sorties de capitaux qui ont atteint un niveau très élevé en mars dernier confronte le pays avec le risque que son économie, affaiblie par les mesures d'austérité mises en place par le « protectorat » européen, ne s'effondre rapidement. Les deux problèmes deviennent liés car si la Grèce fait défaut sur ses remboursements extérieurs, la BCE ne pourra plus légalement financer les banques grecques. *Le défaut provoquera la crise de liquidité.*



© FLICKR/ DUNCAN HULL

### Le problème politique

Cela en dit long sur le cas que font de la démocratie des principaux responsables européens, et en particulier de M. Jean-Claude Juncker (un multirécidiviste sur ce point qui avait déclaré à la suite de cette élection du 25 janvier « *il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* » (3)) ou M. Moscovici. Ajoutons que les récentes déclarations de M. Schäuble (4) vont parfaitement dans ce sens. On mesure que le mot « démocratie » n'est qu'un slogan sans contenu et vide de sens pour les dirigeants de l'Union européenne. Un hochet qu'ils agitent quand cela les arrange en politique étrangère, mais dont ils ne veulent pas entendre parler dès qu'il faudrait réellement appliquer ces mêmes principes au sein de l'UE. Le gouvernement grec a construit sa stratégie sur le fait que l'Eurogroupe aurait bien plus à perdre que la Grèce à une crise. C'est entièrement exact.

Mais, là où le gouvernement grec erre, c'est qu'il pense que les décisions au niveau de l'Eurogroupe seront prises sur la base d'intérêts économiques. En fait, les gouvernements des pays de la zone euro ont investi énormément dans la dimension politique et symbolique. L'euro n'est pas seulement une monnaie ; c'est un projet politique et symbolique, une arme de domination au profit de l'Allemagne. Et ce projet ne peut s'accommoder d'un compromis avec la Grèce. Car, en cas de compromis, validant la stratégie de Tsipras et de Syriza, c'est toute la politique d'austérité qui volerait en éclat (avec un encouragement très fort à Podemos en Espagne et au Sinn Fein en Irlande), non seulement au grand dam de l'Allemagne (et de ces alliés) mais aussi des hommes politiques qui, dans d'autres pays, ont construit leur carrière sur ce projet (comme François Hollande).



© SPUTNIK. ALEXEI NIKOLSKY

[Tsipras à Moscou : une visite qui irrite l'UE](#)

*C'est pourquoi un compromis est en réalité une illusion. Il n'y a pas d'alternative à l'Eurogroupe que d'écraser ou périr. Il n'y a pas d'alternative pour le gouvernement grec que d'aller à l'affrontement ou périr. La fin de juin et le début de juillet seront à cet égard les moments cruciaux dans ce conflit. Un défaut grec pourrait bien être une réalité à l'été 2015.*

1. En particulier la « réforme » du marché du travail. Voir le *World Economic Outlook* d'avril 2015, publié par le FMI, et le Chapitre 3, rédigé par Patrick Blagrove, Mai Dao, Davide Furceri (responsable du groupe), Roberto Garcia-Saltos, Sinem Kilic Celik, Annika Schnucker, Juan Ypez Alborno, and Fan Zhang, avec l'assistance technique de Rachel Szymanski, disponible à partir du 16 avril sur [www.imf.org](http://www.imf.org).

2. Legrain P., « Greece Needs to Start Playing Hardball With Germany », *Foreign Policy*, [10 avril 2014](#)

3. Naulot J-C., « Le défi Tsipras », *Libération*, [14/04/2015](#).

4. <http://www.lesechos.fr/monde/europe/02114542169-passe-darmes-entre-sapin-et-schauble-sur-la-france-1112348.php>.

Lire la suite : [http://fr.sputniknews.com/points\\_de\\_vue/20150420/1015742852.html#ixzz3Xxt3ec9R](http://fr.sputniknews.com/points_de_vue/20150420/1015742852.html#ixzz3Xxt3ec9R)



## IMPORTANT : La visite très opportune du PDG de Gazprom en Grèce !!



J'évoquais hier sur le plateau d'Écorama l'une des stratégies possibles de la Grèce, à savoir s'allier en partie avec Moscou en échange d'une aide financière, car dans les discussions avec Gazprom, le chiffre qui circule est de 5 milliards d'euros. Pendant ce temps, le pouvoir grec ferait les poches de toutes les administrations publiques.

Les Grecs seraient donc en mesure d'honorer leurs échéances financières prochaines et ne seraient pas en défaut de paiement.

À moins qu'ils ne considèrent qu'il serait économiquement plus sain de répudier la dette, de rester dans l'euro, car rien n'oblige la Grèce, même en défaut de paiement, à sortir de l'euro puisque l'euro, on nous le répète assez, est une « autoroute sans sortie », et ce raisonnement est valable aussi bien pour un pays qui ne fait pas faillite que pour un pays faisant faillite.

Avec une aide russe et une dizaine de milliards devant eux et sans dette à payer, les Grecs pourraient bien réussir à s'en sortir... Surtout en gardant l'euro, et ce serait un véritable coup de pied de l'âne !

Ce qui est certain, comme le montre cet article du *Figaro*, c'est qu'en coulisse, les choses bougent mais pour le moment, toutes les parties gardent les tractations secrètes.

Charles SANNAT

« Le patron du géant gazier doit rencontrer ce mardi Alexis Tsipras pour «discuter de questions énergétiques». Des rumeurs font état d'un accord entre les deux pays pour la construction d'un gazoduc, qui permettrait à la Grèce d'obtenir des liquidités bienvenues.

La solution grecque passera-t-elle par la Russie ? Le patron du géant gazier russe Gazprom, Alexeï Miller, rencontre ce mardi à Athènes le Premier ministre Alexis Tsipras pour discuter de «questions énergétiques», a indiqué lundi le ministère grec de l'Environnement et de l'Énergie. Cette visite intervient sur fond de rumeurs évoquant un projet d'accord entre Athènes et Moscou, couplé au versement d'une avance sur recettes, pour l'extension à la Grèce du projet de gazoduc «Turkish stream». Une manne financière qui serait bienvenue pour Athènes, toujours prise à la gorge par les remboursements successifs de ses prêts. Samedi, une source gouvernementale grecque avait indiqué à l'AFP qu'«un accord sur la construction du gazoduc sera signé mardi à Athènes avec une délégation russe de haut rang». Une annonce démentie par le Kremlin.

Le communiqué du ministère de l'Énergie de lundi ne fait pas allusion à ce dossier, annonçant laconiquement la visite mardi du patron de l'entreprise publique russe Alexeï Miller qui doit rencontrer le ministre de l'Environnement Panagiotis Lafazanis puis le Premier ministre grec. «Nous avons plusieurs questions énergétiques différentes à aborder comme le gazoduc mais aussi le prix du gaz», a indiqué à l'AFP un porte-parole du ministère, sans confirmer la signature d'un quelconque accord.

### Une compensation du projet South Stream

Gazprom a l'ambition de construire un nouveau gazoduc à destination de la frontière gréco-turque, qui doit compenser l'abandon du projet South Stream vers l'Union européenne, mais la Turquie et la Russie n'ont pas encore signé d'accord définitif sur ce projet. La Grèce s'est déclarée d'ores et déjà intéressée par une prolongation de ce tuyau sur son territoire. Lors de la récente visite à Moscou d'Alexis Tsipras, le gouvernement grec avait fait

allusion à la possibilité de ce financement russe du projet de gazoduc. Mais l'expansion du géant russe pourrait être freinée par l'Union européenne, qui a engagé une procédure contre lui pour abus de position dominante.

Gazprom pourrait donc trouver dans la Grèce une alliée de circonstance contre l'Europe. Athènes est à court d'argent en raison du piétinement des négociations avec ses créanciers (Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international), sur le versement d'une dernière tranche dans le cadre du plan d'assistance internationale dont elle bénéficie, d'un montant de 7,2 milliards d'euros. Aucune aide financière n'avait été demandée par Athènes lors de la récente visite d'Alexis Tsipras à Moscou, avait assuré le président russe Vladimir Poutine. »

[Lire la suite sur le site du Figaro ici](#)



## Video : Risque accru de Grexit, possibles poursuites de Bruxelles contre Gazprom : tout ce qu'il faut savoir (VIDÉO)



J'étais l'invité d'Écorama. J'ai pu rapidement exposer ma théorie contrarienne sur le défaut de paiement grec assorti d'une aide de la Russie et de la conservation de l'euro.

Car comme chacun sait, « l'euro est une autoroute sans sortie »... Alors qu'une nation fasse ou pas défaut, il n'y a pas plus de sortie sur l'autoroute de l'euro.

Si

j'étais grec, je ferais défaut pour pouvoir renégocier ma dette en position de force avec une aide de 5 milliards d'euros des Russes et en raclant 2 milliards dans les caisses des administrations. Évidemment, comme aucun traité ne prévoit une sortie automatique de l'euro d'un pays en défaut... eh bien je reste dans l'euro.

J'en connais à Bruxelles qui vont s'étouffer...

« Que penser de la décision du gouvernement Tsipras de recourir aux excédents de trésorerie des administrations publiques pour répondre à la pénurie de liquidité ? Quelles seront les conséquences politiques d'une éventuelle action de Bruxelles contre Gazprom ? Écorama du 21 avril, présenté par Vincent Touraine, sur Boursorama.com. »

Charles SANNAT

[Voir ou revoir la vidéo ici](#)



## Video : ÉCORAMA : Y a-t-il vraiment une guerre des devises ? (VIDÉO)



Il n'y a pas de guerre des devises mais un effondrement généralisé de la valeur des principales monnaies mondiales.

Charles SANNAT

Depuis le début de l'année, de nombreuses banques centrales ont abaissé leurs taux d'intérêt afin de dévaluer leurs devises. Pour quelle raison ? Écorama du 21 avril, présenté par Vincent Touraine, sur

Boursorama.com.

[Pour voir ou revoir la vidéo sur la guerre des devises c'est ici](#)

